

AUREA

Groupe européen dédié
à l'économie circulaire

Société anonyme au capital de 11 889 848,40 €
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2021

Parmi les premiers acteurs industriels en Europe spécialistes de la régénération des déchets, AUREA s'inscrit au cœur de l'économie circulaire. Depuis près de 20 ans, le Groupe régénère des déchets de tous types afin qu'ils soient réutilisés comme des matières premières renouvelées. N°1 français de la fabrication d'alliages d'aluminium, leader mondial du traitement de cadmium, top 3 mondial du traitement du cuivre par atomisation, top 3 français dans les alliages cuivreux, 3^{ème} fabricant de chlorure de zinc en Europe, n°1 européen pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés, leader européen de la régénération des huiles noires moteur, AUREA se distingue par ses positions de premier plan en France et en Europe.

Euronext Paris Compartiment C - Code ISIN FR0000039232 - Mnémonique AURE

www.aurea-france.com



Rapport Financier Semestriel au 30/06/2021

Sommaire

1. Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes Page 3

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation	Page 3
1.2. Responsables du contrôle des comptes	Page 3
1.3. Responsable de l'information financière	Page 3

2. Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2021 Page 4

2.1. Présentation du Groupe AUREA	Page 4
2.2. Organigramme juridique au 30/06/2021	Page 5
2.3. Marche des affaires au cours du 1 ^{er} semestre 2021	Page 5
2.4. Eléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2021	Page 7
2.5. Perspectives du 2 ^{ème} semestre 2021	Page 7
2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté	Page 7
2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées	Page 8

Comptes consolidés au 30 juin 2021 Page 12

Bilan simplifié actif	Page 13
Bilan simplifié passif	Page 14
Compte de résultat	Page 15
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Page 16
Tableau des flux de trésorerie	Page 17
Variation des capitaux propres	Page 18
Annexe aux comptes consolidés	Page 19
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2021	Page 39

Chapitre 1

Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation

"J'atteste, à ma connaissance que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2021 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que ce rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice".

Joël PICARD

Président Directeur Général
Paris, le 28 septembre 2021

1.2. Responsables du contrôle des comptes

1.2.1. Commissaires aux comptes titulaires

- **Le Cabinet Gilles HUBERT** – 6, passage Abel Leblanc – 75012 Paris, représenté par Monsieur Guilhem PRINCÉ, renouvelé le 29 juin 2021 pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026.
- **Le Cabinet Comptabilité Finance Gestion Audit** – 10, rue Ernest Psichari – 75007 Paris, représenté par Monsieur Sébastien INDUNI, renouvelé le 29 juin 2021 pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026.

1.2.2. Commissaires aux comptes suppléants

Après avoir constaté que les mandats de commissaires aux comptes suppléants des sociétés AUDITEC et FGH Audit arrivaient à leur terme à l'issue de l'assemblée générale du 29 juin 2021, cette dernière assemblée a décidé de ne pas renouveler leurs mandats respectifs et de ne pas procéder à leur remplacement.

1.3. Responsable de l'information financière

Joël PICARD

Président Directeur Général
AUREA

3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris

Téléphone : 01 53 83 85 45

Mail : contact@aurea-france.com

www.aurea-france.com

Chapitre 2

Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2021

2.1. Présentation du Groupe AUREA

Parmi les premiers acteurs industriels en Europe spécialistes de la régénération des déchets, AUREA s'inscrit au cœur de l'économie circulaire. Depuis près de 20 ans, le Groupe régénère des déchets de tout type afin qu'ils soient réutilisés comme des matières premières renouvelées.

AUREA se distingue ainsi par ses positions de premier plan en France et en Europe dans la régénération de matières :

- En France : n°1 de la fabrication d'alliages d'aluminium, n°3 des alliages cuivreux, n°3 de la collecte des huiles usagées,
- En Europe : n°1 de la régénération des huiles noires moteur, n°1 de la fabrication de roues à bandage à partir de pneus usagés, n°3 de la fabrication de chlorure de zinc,
- Dans le monde : n°1 du traitement du cadmium, n°3 du traitement du cuivre par atomisation.

Le Groupe est fort de 13 sites industriels principaux et de 5 sites secondaires, en France et en Belgique, tous bénéficiant d'investissements réguliers. Il comptait 528 collaborateurs au 30/06/2021.

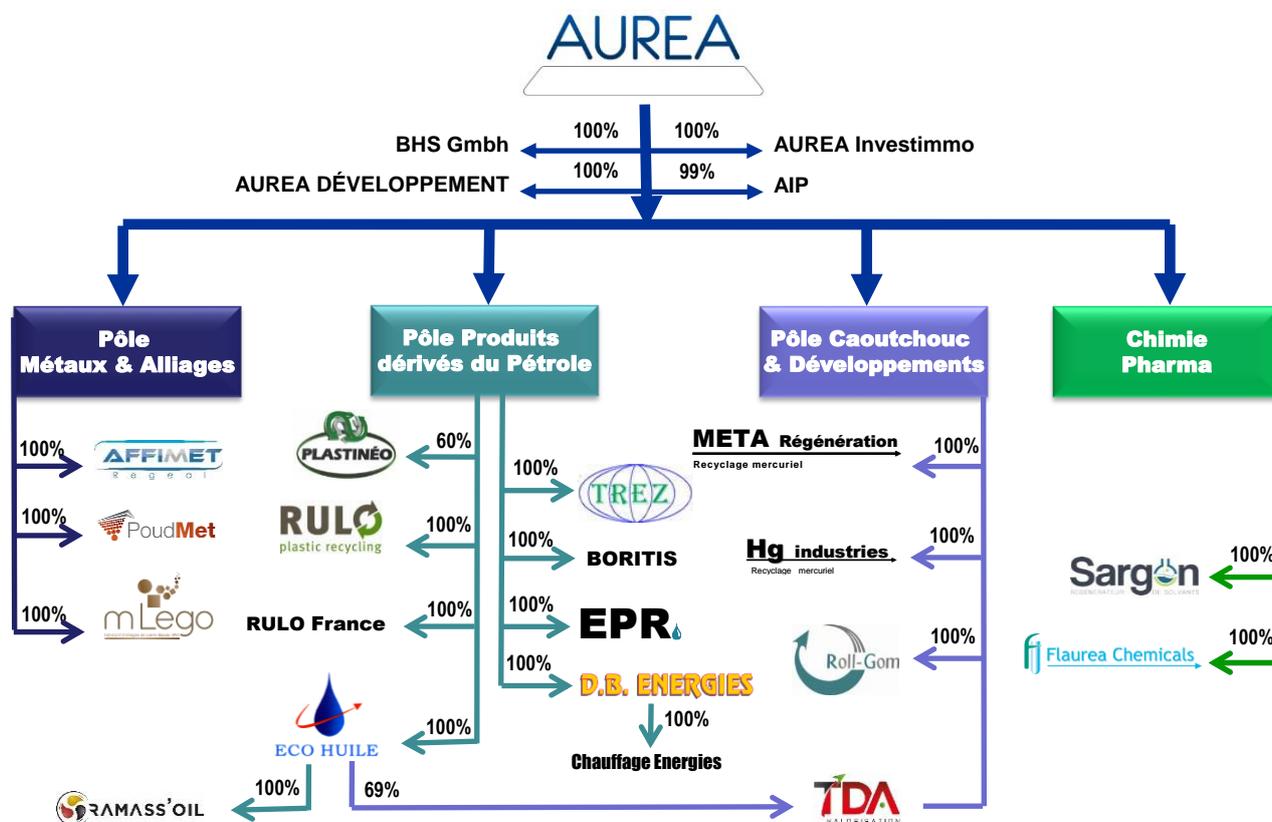
Ses activités, désormais divisées en 4 pôles, sont au cœur de l'économie circulaire :

- Métaux & Alliages : aluminium, cuivre, poudres métalliques, sels de métaux non ferreux...
- Produits dérivés du Pétrole : eaux polluées, huiles, hydrocarbures, PVC rigides...
- Caoutchouc et Développements : pneus usagés, mercure...
- Chimie Pharma : chlorure de zinc, cadmium, solvants...

AUREA entend constituer un pôle significatif et rentable, spécialisé dans le recyclage et la régénération des déchets, en fédérant des entreprises du secteur et parallèlement en accélérant l'émergence de nouveaux métiers liés au recyclage.

Pour son développement, AUREA adopte à la fois une démarche de croissance externe et une démarche de développement industriel.

2.2. Organigramme juridique au 30/06/2021



2.3. Marche des affaires au cours du 1^{er} semestre 2021

2.3.1. Activité

CA consolidé en M€	30/06/2021 6 MOIS	30/06/2020 6 MOIS	30/06/2019 6 MOIS
1 ^{er} trimestre	54,8	46,0	54,1
2 ^{ème} trimestre	56,0	27,5	48,8
Total CA consolidé au 30 juin	110,9	73,5	102,9

Sur le 1^{er} semestre de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires ressort en progression de +51% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2020 (+50% en organique) qui avait été fortement impacté par les perturbations liées la crise sanitaire de la Covid-19, avec une première période de confinement suivie d'une reprise économique lente et progressive. Le chiffre d'affaires progresse de +7% à périmètre constant par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2019 (période avant-crise)

La bonne dynamique déjà observée durant le 1^{er} trimestre 2021 s'est prolongée au 2^{ème} trimestre 2021 et a bénéficié à l'ensemble des pôles.

- **Pôle Métaux et Alliages (+67% par rapport au S1 2020)**

Dans un contexte de cours favorables des métaux et matières premières, ainsi que de relative rareté de certains approvisionnements en déchets, l'activité affiche un fort rebond tant pour les alliages d'aluminium que pour les activités dans le cuivre. Les carnets de commandes se sont globalement bien tenus durant le semestre avec une demande industrielle robuste, notamment en automobile malgré les incertitudes rencontrées dans ce secteur en raison d'une pénurie de composants électroniques.

- **Pôle Produits dérivés du Pétrole (+31%)**

Les activités de régénération des huiles et de traitement des hydrocarbures ont directement bénéficié de la progression des cours du pétrole intervenue depuis le début de l'exercice 2021, avec notamment une collecte des huiles moteur usagées qui a poursuivi son développement. Les activités dans le PVC sont également demeurées bien orientées grâce à la demande soutenue du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics.

- **Pôle Caoutchouc et Développements (+31%)**

La filiale ROLL-GOM, spécialisée dans le traitement des pneus usagés, a affiché une très belle croissance sur le semestre, portée notamment par ses marchés à l'export et un carnet de commandes solide. Le traitement des déchets mercuriels opéré par la filiale META REGENERATION poursuit sa prospection commerciale, ce qui devrait se traduire par une croissance plus forte dans les trimestres à venir. La nouvelle filiale TDA VALORISATION, spécialisée dans la collecte de déchets dans les garages automobiles, a notamment consacré ce semestre à des actions de structuration, au déploiement de son offre commerciale et à la mise en place de synergies avec plusieurs filiales du Groupe.

- **Pôle Chimie Pharma**

Ce nouveau pôle a été constitué à la suite de l'acquisition d'une usine de régénération de solvants le 18 février dernier, par la filiale SARGON. Il a réalisé une bonne performance semestrielle, grâce notamment à la bonne intégration de cette dernière société, dans laquelle de nombreuses synergies avec d'autres activités du Groupe ont été identifiées et sont d'ores-et-déjà en cours de mise en œuvre, justifiant ainsi pleinement la pertinence de cette opération de croissance externe. De son côté, la filiale belge FLAUREA bénéficie d'un carnet de commandes très bien orienté, tant dans les poudres de cadmium de haute pureté que dans le chlorure de zinc.

2.3.2. Résultats

En K€	30/06/2021	30/06/2020	30/06/2019
	IFRS 6 MOIS	IFRS 6 MOIS	IFRS 6 MOIS
Chiffre d'affaires consolidé	110 889	73 528	102 904
Résultat opérationnel courant	8 076	-2 298	3 015
Résultat opérationnel non courant	-435	-92	-1 658
Résultat opérationnel	7 641	-2 390	1 357
Résultat net part du Groupe	4 406	-2 104	153

Au 1^{er} semestre 2021, le résultat opérationnel courant s'est soldé par un résultat positif de 8,1 M€, en très net redressement par rapport à la perte de 2,3 M€ enregistrée sur la période comparable de l'exercice précédent. Après la première période de confinement décidée lors du déclenchement de la crise pandémique de la Covid-19 et des mois de reprise très progressive de l'activité économique qui ont suivi, cette évolution s'explique principalement par le redémarrage de l'activité dans plusieurs métiers du Groupe, notamment dans le pôle Métaux & Alliages qui a bénéficié d'une demande soutenue du secteur automobile.

Après prise en compte d'un résultat opérationnel non courant négatif de 0,4 M€, d'une perte financière de 1,6 M€ constituée essentiellement d'intérêts financiers et d'une charge d'impôt sur les sociétés de 1,7 M€, le résultat net part du Groupe ressort bénéficiaire à hauteur de 4,4 M€.

Au 30 juin 2021, AUREA affiche une situation financière solide caractérisée par :

- Des capitaux propres de 62,1 M€ ;
- Une dette financière totale de 56,9 M€, dont 10,0 M€ à moins d'un an, à comparer avec des montants respectifs de 60,5 M€ et 17,7 M€ au 30 juin 2020. La diminution des dettes financières à moins d'un an s'explique principalement par le fait que les filiales du Groupe qui ont souscrit des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) en 2020, ont opté pour les amortir sur une durée additionnelle de 5 ans, avec un report du début d'amortissement de 1 an ;
- Une trésorerie de 47,5 M€ (dont factor) en progression de 1,1 M€ par rapport au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2021, le niveau de trésorerie du Groupe AUREA lui assure le confort nécessaire pour lancer les investissements industriels projetés, financer et entreprendre les développements commerciaux identifiés, ou saisir d'éventuelles opportunités de croissance externe.

2.4. Eléments significatifs du 1^{er} semestre 2021

Le périmètre d'activités du Groupe AUREA a connu deux évolutions marquantes durant le 1^{er} semestre 2021 :

- AUREA a cédé début février 2021 la société BROPLAST (pôle Produits dérivés du Pétrole) au management en place, tout en conservant le site dédié à l'activité de recyclage du PVC. Le périmètre cédé avait représenté en 2020 un chiffre d'affaires proche de 3 M€.
- Par ailleurs, le Groupe a acquis le 18 février 2021 auprès du Groupe SUEZ les actifs fonciers et industriels du site de Beautor dans l'Aisne, avec une reprise de l'ensemble du personnel. Cette usine de régénération de solvants, acteur de l'économie circulaire, s'inscrit parfaitement dans la philosophie d'AUREA et marque l'ouverture à un nouveau métier complémentaire aux activités du Groupe. AUREA développe ce nouveau site sous le nom de SARGON. A la suite de cette acquisition, AUREA a réorganisé ses activités en créant un 4^{ème} pôle industriel dédié au recyclage des produits issus et destinés aux industries chimiques et pharmaceutiques. Celui-ci regroupe les activités de sa filiale belge FLAUREA CHEMICALS (anciennement logée dans le pôle Métaux & Alliages) et SARGON.

2.5. Perspectives du 2^{ème} semestre 2021

Sur le second semestre de l'exercice 2021, malgré un contexte de relatives incertitudes liées à la crise pandémique, aux tensions sur les prix d'achat des matières premières et services, aux pénuries dans les pièces de rechange ou encore aux difficultés de recrutement, le Groupe devrait pouvoir tirer avantage des perspectives encourageantes affichées par les carnets de commandes et continuera de privilégier l'amélioration de sa rentabilité aux volumes de ventes.

2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe AUREA pourrait être confronté au cours du 2^{ème} semestre 2021 sont de même nature que ceux décrits en pages 54 à 59 dans le Document d'Enregistrement Universel 2020, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25/06/2021 sous le numéro D.21-0607 et disponible sur le site www.aurea-france.com.

2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées

2.7.1. Sociétés contrôlées directement et indirectement au 30/06/2021 et part du capital détenue par AUREA

Société	Forme sociale	% de capital détenu
AIP (Belgique)	SPRL	100%
AUREA DEVELOPPEMENT	SARL	100%
AUREA INVESTIMMO	SAS	100%
BAGNOUFFE (Belgique)	SPRL	100%
BHS (Allemagne)	GmbH	100%
BORITIS	SAS	100%
BROPLAST	SAS	100%
CHAUFFAGE ENERGIES	SAS	100%
DE BEC ENTREPRISES	SASU	100%
ECO HUILE	SAS	100%
ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY (EPR)	SARL	100%
FLAUREA CHEMICALS (Belgique)	SA	100%
HG INDUSTRIES	SAS	100%
M LEGO	SAS	100%
META REGENERATION	SA	100%
PLASTINEO	SAS	60%
POUDMET	SAS	100%
RAMASS'OIL	SAS	100%
REGEAL	SAS	100%
ROLL-GOM	SAS	100%
RULO (Belgique)	SA	100%
RULO FRANCE	SAS	100%
SARGON	SAS	100%
TDA VALORISATION	SAS	65%
TREZ FRANCE	SAS	100%
IMMOBILIERE ALBRECHT 8	SCI	100%
IMMOBILIERE DE BLACHOU (Belgique)	SPRL	100%
IMMOBILIERE DE COMPIEGNE	SCI	100%
IMMOBILIERE DES MOFFLAINES	SCI	100%
IMMOBILIERE PERIGNAT	SCI	100%
IMMOBILIERE PERIGNAT 2	SCI	100%
IMMOBILIERE PERIGNAT 3	SCI	100%

Aucune de ces sociétés ne détient de participation dans AUREA.

2.7.2. Identité des personnes détenant une participation significative dans le capital de la société au 30/06/2021

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, les personnes physiques ou morales qui détiennent directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales sont les suivantes :

- Joël PICARD, domicilié Quai des Usines 12 – 7800 Ath (Belgique), détient 2 382 757 actions AUREA, soit 24,05% du capital et 28,66% des droits de vote nets.
- La société FINANCIERE 97, dont le siège social est 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris, immatriculée 384 723 921 RCS Paris, détient 4 476 571 actions, soit 45,18% du capital et 50,82% des droits de vote nets. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.
- La société CM-CIC Investissement, dont le siège social est 28, Avenue de l'Opéra – 75002 Paris, immatriculée 317 586 220 RCS Paris, détient 773 725 actions représentant 7,81% du capital et 9,40% des droits de vote nets (à la connaissance d'AUREA).

2.7.3. Répartition du capital et des droits de vote au 30/06/2021

Au 30/06/2021	Nombre d'actions	% du capital	Nombre brut de droits de vote	% des droits de vote bruts	Nombre net de droits de vote (**)	% des droits de vote nets
FINANCIERE 97 (*)	4 476 571	45,18%	8 222 337	49,24%	8 222 337	50,87%
Joël PICARD	2 382 757	24,05%	4 637 433	27,77%	4 637 433	28,69%
NOTHBROOK Belgium	2 062	0,02%	2 062	0,01%	2 062	0,01%
Sous-total Joël PICARD	6 861 390	69,25%	12 861 832	77,03%	12 861 832	79,57%
René RIPER	33 529	0,34%	50 192	0,30%	50 192	0,31%
Antoine DIESBECQ	710	0,01%	1 405	0,01%	1 405	0,01%
Bernard GALLOIS	500	0,01%	500	0,00%	500	0,00%
Roland du LUART	7 374	0,07%	9 874	0,06%	9 874	0,06%
Myrtille PICARD	112	0,00%	212	0,00%	212	0,00%
Airelle PICARD	25	0,00%	25	0,00%	25	0,00%
Total Administrateurs et censeurs	6 903 640	69,68	12 924 040	77,40%	12 924 040	79,95%
CM CIC Investissement (***)	773 725	7,81%	1 520 933	9,11%	1 520 933	9,41%
Auto-détention et programme de rachat	533 538	5,38%	533 538	3,20%	-	-
Public	1 697 304	17,13%	1 719 601	10,30%	1 719 601	10,64%
TOTAL	9 908 207	100,00%	16 698 112	100,00%	16 164 574	100,00%

(*) Détenue directement ou indirectement à plus des 2/3 du capital par Joël PICARD et sa famille. Joël PICARD est membre du conseil d'administration de FINANCIERE 97, ainsi que ses 2 filles Myrtille PICARD et Airelle PICARD.

(**) Nombre net = nombre total de droits de vote retraité des actions privées de droit de vote (auto-détention)

(***) A la connaissance de la société

2.7.4. Déclarations de franchissement de seuils au cours du 1^{er} semestre 2021

Néant.

2.7.5. Déclarations relatives aux opérations effectuées par les administrateurs

Les opérations réalisées au cours du 1^{er} semestre 2021 sur les titres de la société par les personnes visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, et selon les modalités prévues par les articles 222-14 et 222-15 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers, sont les suivantes :

Joël PICARD, Président Directeur Général et administrateur

- Néant au 1^{er} semestre 2021

NORTHBROOK Belgium, personne morale liée à Joël PICARD

- Néant au 1^{er} semestre 2021

FINANCIERE 97, Administrateur

- Néant au 1^{er} semestre 2021

Autres administrateurs

- Néant au 1^{er} semestre 2021

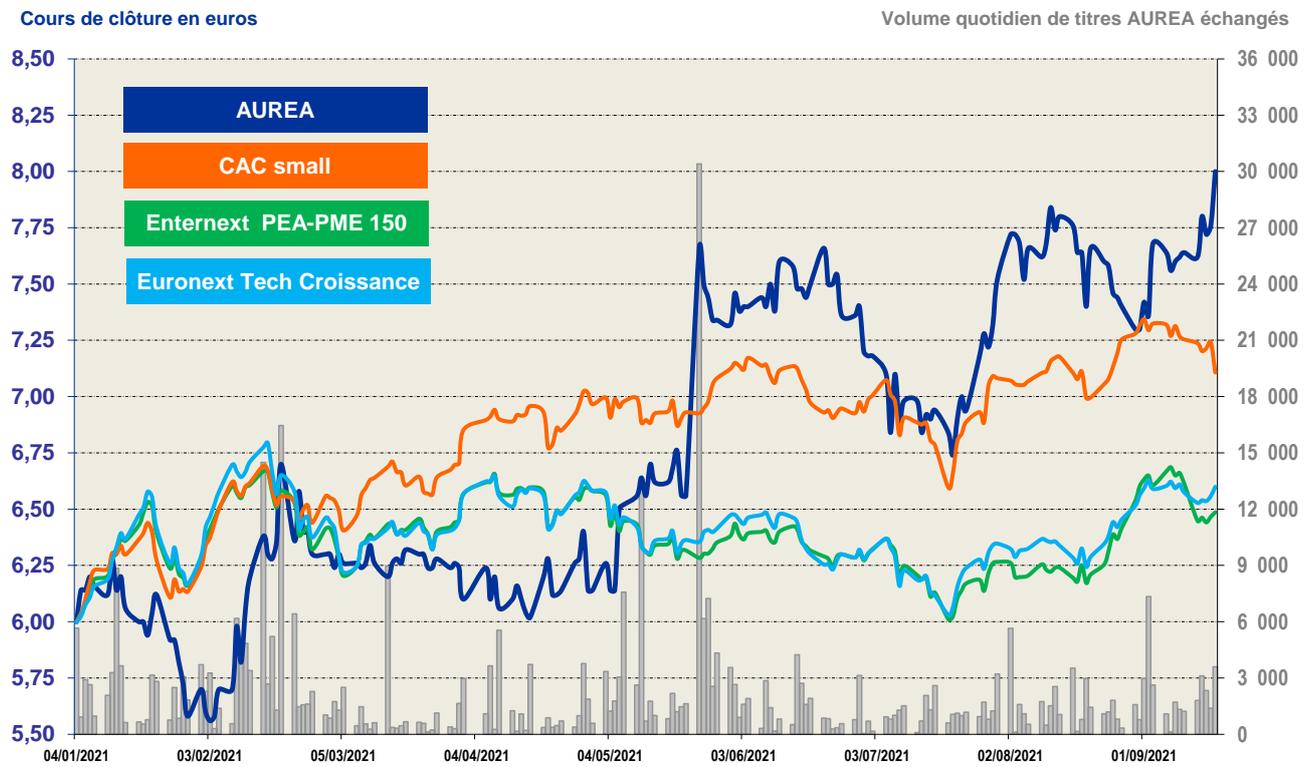
Il est à noter que l'Assemblée générale du 29 juin 2021 a décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, d'un dividende de 0,10 € par action, avec la possibilité pour chaque actionnaire, d'opter pour un paiement du dividende soit en numéraire soit en actions nouvelles et que 77,26% des droits ont été exercés en faveur du réinvestissement en actions.

2.7.6. Rachat par la société de ses propres actions

L'assemblée générale mixte du 23/07/2020, dans sa 10^{ème} résolution, avait autorisé AUREA à opérer sur ses propres actions dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. L'assemblée générale du 29/06/2021, dans sa 13^{ème} résolution, a renouvelé cette autorisation pour une durée de 18 mois.

Au 30/06/2021, la société détenait au total 533 538 actions (incluant le contrat de liquidité) représentant 5,38% du capital.

2.7.7. Evolution du cours de bourse depuis le 01/01/2021



2.7.8. Autre ligne de cotation

Néant.

AUREA



Groupe européen dédié
à l'économie circulaire

**Comptes consolidés
au 30 juin 2021**

Comptes consolidés au 30/06/2021

Bilan simplifié actif

En K€	Note	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
		IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Ecarts d'acquisition	1	9 613	10 340	11 918
Immobilisations incorporelles	2	612	640	674
Droits d'utilisation	2	6 357	6 392	7 011
Immobilisations corporelles	2	41 649	41 125	41 963
Actifs financiers non courants	3	1 400	1 428	1 363
Actifs d'impôts différés non courants		2 826	861	843
Actifs non courants		62 458	60 786	63 773
Stocks	4	31 536	27 389	22 869
Clients et autres débiteurs	5	42 152	30 620	24 499
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	47 612	44 339	46 484
Actifs courants		121 300	102 348	93 852
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	-	-
TOTAL ACTIF		183 757	163 134	157 625

Comptes consolidés au 30/06/2021

Bilan simplifié passif

En K€	Note	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
		IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Capital		11 890	11 890	11 890
Primes		8 824	8 742	9 044
Actions propres		-3 046	-2 943	-3 207
Résultats accumulés		40 025	42 253	42 365
Résultat de l'exercice		4 406	-4 646	-2 104
Intérêts minoritaires		23	50	54
Capitaux propres		62 122	55 345	58 041
Emprunts portant intérêts	8, 9	44 329	28 580	40 115
Dettes locatives non courantes	8, 9	2 656	2 319	2 656
Provisions pour risques et charges	7	314	262	333
Passifs d'impôts différés non courants		5 340	2 727	2 793
Engagements de retraite		1 664	1 789	1 888
Passifs non courants		54 302	35 677	47 784
Provisions pour risques et charges		193	196	86
Fournisseurs et autres créditeurs	10	56 241	42 212	34 003
Partie à court terme des emprunts portant intérêts	8, 9	8 691	28 069	16 127
Dettes locatives courantes	8, 9	1 237	1 578	1 574
Emprunts court terme	6, 8, 9	34	56	9
Autres passifs courants		937	-	-
Passifs courants		67 333	72 111	51 799
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	-	-
TOTAL PASSIF		183 757	163 134	157 625

Comptes consolidés au 30/06/2021

Compte de résultat

En K€	Note	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
		IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Chiffre d'affaires consolidé	13	110 889	144 462	73 528
Production stockée		1 078	-10	-4 039
Achats et services extérieurs		-83 489	-112 621	-54 990
Impôts et taxes		-1 774	-3 054	-1 599
Frais de personnel		-14 231	-23 436	-11 852
Autres produits et charges opérationnels		-882	474	789
Dotations nettes aux amortissements et provisions opérationnels		-3 515	-8 900	-4 136
Résultat opérationnel courant		8 076	-3 085	-2 298
Autres produits opérationnels non courants		3 997	10	9
Autres charges opérationnelles non courantes		-4 432	-1 619	-101
Résultat opérationnel		7 641	-4 694	-2 390
Coût de l'endettement financier net		-1 599	-810	-656
Charge d'impôt		-1 745	857	946
Résultat net des activités poursuivies		4 297	-4 647	-2 101
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		-	-	-
Résultat net des entreprises intégrées		4 297	-4 647	-2 101
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		-	-	-
Résultat net		4 297	-4 647	-2 101
RESULTAT NET PART DU GROUPE		4 406	-4 646	-2 104
Intérêts minoritaires		-109	-1	4
Résultat net par action part du Groupe	12	0,44	-0,47 €	-0,22 €
Résultat dilué par action part du Groupe	12	0,44	-0,47 €	-0,22 €

Comptes consolidés au 30/06/2021

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En K€	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
	IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Résultat net	4 297	-4 647	-2 101
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
Changements de méthodes	-	-	-
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-155	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Impôts	-	-44	-
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	-	-111	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-111	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du Groupe	4 406	-4 757	-2 104
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires	-109	-1	4
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4 297	-4 758	-2 101

Comptes consolidés au 30/06/2021

Tableau des flux de trésorerie

En K€	30/06/2021	30/12/2020	30/06/2020
	IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Résultat consolidé (y compris intérêts minoritaires)	4 297	-4 647	-2 101
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3 090	9 864	4 152
Autres produits et charges calculés	-1 430	-	-
Variation de juste valeur	-48	-3	61
Plus et moins-values de cession	1 911	43	17
Paiement fondé sur des actions	82	202	130
Coût de l'endettement financier net	3 076	725	367
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 745	-857	-946
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Capacité d'autofinancement	12 724	5 326	1 680
Variation du BFR :			
<i>Impôts versés et variation des impôts différés</i>	613	438	-424
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	-3 703	2 714	6 341
Variation de trésorerie générée par l'activité (A)	9 634	8 478	7 596
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corp. et incorp.	-2 632	-3 946	-1 388
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corp. et incorp.	1 393	38	21
Variations nettes des autres actifs financiers non courants	1 085	-9	-27
Variation nette des titres non consolidés	-	-	-
Dividendes reçus des entreprises associées et non consolidées	-	-	-
Incidence des variations de périmètre	-20	-6	-
Autres	-45	-	-4
Flux net de trésorerie lié aux investissements (B)	-218	-3 923	-1 398
Variation de capital	-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-937	-	-
Dettes sur dividendes vis-à-vis des actionnaires	937	-	-
Augmentation de capital	-	-	-
Achat et revente d'actions propres	-104	281	17
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	1 748	28 613	24 959
Remboursement des emprunts et dettes financières	-4 462	-8 374	-4 161
Autres flux liés aux opérations de financement	-1 363	-738	-431
Flux net de trésorerie lié aux financements (C)	-6 055	19 782	20 384
Incidence des variations de devises	-	-	-
Autres flux sans incidence sur la trésorerie	-66	3	-50
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A+B+C)	3 295	24 340	26 532
Trésorerie nette d'ouverture	44 283	19 943	19 943
Trésorerie nette de clôture	47 578	44 283	46 475

Les postes du tableau de flux de trésorerie comprennent les éléments des activités poursuivies et abandonnées.

Comptes consolidés au 30/06/2021

Variation des capitaux propres

En K€	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part du Groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2019	9 908 207	11 889	9 000	-3 223	42 366	60 031	50	60 081
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	44	-	-	44	-	44
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	17	-	17	-	17
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de la période	-	-	-	-	-2 104	-2 104	-	-2 104
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	4	4
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2020	9 908 207	11 889	9 044	-3 206	40 261	57 987	54	58 041

Capitaux propres au 31/12/2020	9 908 207	11 890	8 742	-2 942	37 608	55 296	50	55 345
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	82	-	-	82	-	82
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-104	-	-104	-	-104
Dividendes	-	-	-	-	-937	-937	-	-937
Résultat net de la période	-	-	-	-	4 406	4 406	-109	4 297
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	3 356	3 356	82	3 438
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2021	9 908 207	11 890	8 824	-3 046	44 431	62 098	23	62 122

Le capital d'AUREA au 30/06/2021 était constitué de 9 908 207 actions de 1,20 € entièrement libérées.

Comptes consolidés au 30/06/2021

Annexe

AUREA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

La société a son siège social 3, avenue Bertie Albrecht à Paris (75008) et est cotée sur Euronext Paris, compartiment C.

Tous les chiffres, sauf précision contraire, sont présentés en milliers d'euros.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Principes d'établissement des comptes

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe AUREA qui sont publiés au titre du 30 juin 2021 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2021 (*).

Les principes comptables appliqués par le Groupe au 30 juin 2021, sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2020, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables à partir du 1^{er} janvier 2021, à savoir :

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2021

Les normes et interprétations applicables de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2021 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés d'AUREA au 30 juin 2021. Elles concernent principalement :

- Amendements à l'IFRS 9 "Instruments financiers" ;
- Amendements à IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation" ;
- Amendements à IFRS 7 "Instruments financiers : informations à fournir" ;
- Amendements à IFRS 4 "Contrats d'assurance" ;
- Amendements à IFRS 16 "Réforme des taux de benchmark" ;

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2021

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-après dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2021 :

- Amendements à l'IFRS 16 "Contrats de location Covid-19 – Aménagements de loyers" ;
- Amendements à IAS 1 "Présentation des états financiers – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants" ;

- Amendements à IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels – Contrats déficitaires, notion de coûts directement liés au contrat" ;
- Amendements à IAS 16 "Immobilisations corporelles – Comptabilisation des produits générés avant la mise en service" ;
- Amendements à IFRS 3 "Regroupements d'entreprises – Références au cadre conceptuel" ;
- Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2018-2020.

AUREA mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

(*) Disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

1.2. Règles et méthodes de consolidation

1.2.1. Périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 10, les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en assemblée générale, au conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Selon les dispositions de la norme IFRS 11, les partenariats du Groupe sont classés en deux catégories (coentreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties.

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Elles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence conformément aux dispositions de la norme IAS 28. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Elle peut néanmoins être avérée dans des cas de pourcentages de détention inférieurs.

1.2.2. Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et passif, de produits et de charges, entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes. Cette opération est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales,
- A hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

1.2.3. Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les principes de la précédente version de la norme IFRS 3. Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

En application de cette nouvelle norme, le Groupe comptabilise à la juste valeur aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs assumés identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté. Au-delà d'une période de 12 mois à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur est constaté en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition, tels que les honoraires de due diligence et les autres honoraires associés, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs ou des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés identifiables est comptabilisée en goodwill.

Le Groupe dispose d'un délai de 12 mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

1.2.4. Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs en cours de cession

Activités abandonnées

Les activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession sont présentées sur une ligne séparée du bilan consolidé à la clôture de l'exercice présenté, dès lors qu'elles concernent :

- Soit un pôle d'activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant partie d'un plan unique de cession,
- Soit une filiale acquise uniquement dans un but de revente.

Les actifs rattachés aux activités abandonnées sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur une ligne séparée pour toutes les périodes présentées.

Actifs en cours de cession

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Contrairement aux activités abandonnées, les éléments du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie ne sont pas présentés sur une ligne séparée.

1.3. Méthodes d'évaluation et de présentation

1.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées suivant les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées, évoluent, ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser. Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites dans la note 3 – "Tests de valeur sur goodwill et autres actifs non financiers".

Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions sont définies par la norme IFRS 2 – "Paiements fondés sur des actions". L'attribution d'actions gratuites représente un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constitue à ce titre un complément de rémunération supporté par AUREA. S'agissant d'opérations ne donnant pas lieu à des transactions monétaires, les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Ils sont évalués sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres attribués.

Evaluation de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées ainsi ;
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne : ces techniques font appel aux méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés ;
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables.

Evaluations des engagements de retraite

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisation ou à prestation définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité.

Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles, toutefois les engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

1.3.2. Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier comprend le coût du financement, les charges d'intérêts de l'emprunt obligataire, le résultat de change, les revenus des placements de trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

1.3.3. Impôts sur le résultat

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations en vigueur dans le pays où les résultats sont taxables. Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés ou en cours d'adoption à la clôture des comptes. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice à l'autre sont inscrits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification est intervenue.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale. Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.3.4. Résultat par action

Le résultat par action non dilué correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto-détenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, en particulier les plans d'attribution d'actions gratuites.

1.3.5. Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrées globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique "Ecart d'acquisition".

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur ("impairment test") au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en résultat opérationnel et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

1.3.6. Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels : 2 à 5 ans
- Licences d'exploitation : 15 à 20 ans

1.3.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions : 10 à 15 ans
- Agencements, aménagements des constructions : 8 à 15 ans
- Matériels et outillages : 3 à 15 ans
- Installations et agencements : 3 à 20 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 3 à 15 ans

1.3.8. Contrats de location financement

Le Groupe a opté pour une application de la norme IFRS 16 de manière rétrospective simplifiée dans les comptes de l'exercice 2019.

Le Groupe a choisi de retenir les exemptions prévues par IFRS 16, qui permet de continuer à enregistrer les loyers des contrats suivants :

- Contrats de location d'une durée initiale inférieure ou égale à 12 mois ;
- Contrats de location portant sur des actifs de faible valeur.

A la date de transition, AUREA n'a pas modifié la valeur des actifs et passifs liés aux contrats de location qualifiés de location-financement selon IAS 17. Les actifs ont été reclassés en droits d'utilisation et les dettes de location-financement sont désormais présentées avec les dettes de location. Les dispositions d'IFRS 16 sont appliquées aux événements qui interviennent après la date de transition.

La durée de contrat correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer. Concernant les baux commerciaux français, la position de l'Autorité des Normes Comptables du 16 février 2018 a été appliquée selon laquelle, pour les baux commerciaux français, il n'existe pas au plan comptable d'option de renouvellement au terme du bail de la période pendant laquelle le contrat est exécutoire, est généralement de 9 ans, la période non résiliable étant de 3 ans.

1.3.9. Pertes de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, les goodwill et les immobilisations encours, un test est réalisé au minimum une fois par an et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé, pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction du profil de risque de son activité.

1.3.10. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les participations non consolidées, des dépôts et cautionnements et d'autres créances immobilisées.

1.3.11. Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

1.3.12. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs financiers courants. Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale. A chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Pour rappel, en 2018, la première application de la norme IFRS 9 n'a pas entraîné de changement de méthode comptable en termes de classement et d'évaluation des actifs financiers.

1.3.13. Disponibilités et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués d'OPCVM et de certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

1.3.14. Titres auto-détenus

Les titres auto-détenus par le Groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leurs coûts éventuels. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

1.3.15. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan dans le compte de régularisation passif.

1.3.16. Provisions non courantes

Elles comprennent les provisions non directement liées au cycle d'exploitation évaluées conformément à la norme IAS 37. Elles sont comptabilisées lorsqu'à la clôture de l'exercice il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

1.3.17. Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, qu'elle que soit leur échéance estimée. Elles sont comptabilisées conformément à la norme IAS 37 (voir ci-avant). Elles comprennent également la part à moins d'un an des provisions non directement liées au cycle d'exploitation.

1.3.18. Provisions pour retraites

Les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan pour le personnel en activité. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrat d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé au bilan.

Le coût des services passés correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des changements liés à l'expérience (différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée).

1.3.19. Emprunts obligataires, autres emprunts et dettes financières

Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique "coût de l'endettement financier".

Les instruments financiers qui contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres, tels que les obligations convertibles en actions, sont comptabilisés conformément à la norme IAS 32. La valeur comptable de l'instrument hybride est allouée entre sa composante dette et sa composante "capitaux propres", la part capitaux propres étant définie comme la différence entre la juste valeur de l'instrument hybride et la juste valeur attribuée à la composante dette. Cette dernière correspond à la juste valeur d'une dette ayant des caractéristiques similaires mais ne comportant pas de composante capitaux propres. La valeur attribuée à la composante "capitaux propres" comptabilisée séparément n'est pas modifiée durant la vie de l'instrument.

La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur la durée de vie estimée. Les frais d'émission sont alloués proportionnellement à la composante dette et à la composante "capitaux propres".

La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste "Partie à court terme des emprunts portant intérêts".

1.3.20. Revenus

Les revenus sont constitués par des ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe. Ces revenus sont comptabilisés selon IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients". Avant de comptabiliser le chiffre d'affaires, cette norme impose d'identifier un contrat ainsi que les différentes obligations de performance contenues dans le contrat. Le nombre d'obligations de performance dépend des types de contrats et activités. La plupart des contrats du Groupe ne comprennent qu'une obligation de performance.

La comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec des clients doit traduire :

- D'une part, le rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service ;
- Et d'autre part, le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des activités réalisées.

L'analyse de la notion de transfert d'un bien ou d'un service est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance du chiffre d'affaires. Le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service peut s'effectuer en continu ou à une date précise.

2. Acquisitions d'entreprises

AUREA a pris le contrôle de la société TDA Valorisation en faisant l'acquisition de 69% des titres de cette société. Cette opération a entraîné la constatation d'un Badwill de 61 K€.

SARGON a fait l'acquisition auprès du Groupe SUEZ des actifs du site de Beautor dans l'Aisne. Dans le cadre de cette acquisition, la SCI IMMOBILIERE PERIGNAT 3 a procédé à l'acquisition des actifs fonciers. Cette opération a entraîné la constatation d'un Badwill de 1 369 K€. Le contexte de l'acquisition est la raison principale de la détermination d'un écart d'acquisition négatif (Badwill). La comptabilisation initiale de celui-ci est susceptible de modifications dans la période de 12 mois suivant l'acquisition, soit jusqu'au 18 février 2022.

3. Evènements survenus depuis la clôture du semestre

Néant.

4. Notes au bilan consolidé

Note 1 : Ecarts d'acquisition

En application de la norme IAS 38, la partie non identifiable des fonds commerciaux reconnus dans les comptes sociaux a fait l'objet d'un reclassement en goodwill et figure à ce titre sur la ligne "Autres mouvements".

En K€	Valeur nette
Valeur au 01/01/2020	11 918
Ecarts d'acquisition constatés dans la période	33
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-1 610
Valeur au 31/12/2020	10 340
Ecarts d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-726
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2021	9 613

La diminution relative aux sorties de périmètre concerne la cession de la société BROPLAST.

Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur brute au 01/01/2020	149	-	2 788	69	3 006
Acquisitions	5	-	16	-	21
Cessions	-	-	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	1	-	1
Valeur brute au 31/12/2020	154	-	2 806	69	3 029
Acquisitions	-	-	14	7	20
Cessions	-	-	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-3	-	-3
Valeur brute au 30/06/2021	154	-	2 816	76	3 046

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Amortissements au 01/01/2020	-129	-	-2 131	-36	-2 296
Amortissements de la période	-5	-	-87	-1	-93
Cessions	-	-	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-
Amortissements au 31/12/2020	-134	-	-2 218	-38	-2 390
Amortissements de la période	-3	-	-43	-1	-47
Cessions	-	-	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	1	-	1
Amortissements au 30/06/2021	-136	-	-2 260	-38	-2 434

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur nette au 31/12/2019	20	-	657	33	710
Valeur nette au 31/12/2020	20	-	588	31	640
Valeur nette au 30/06/2021	18	-	556	38	612

Droits d'utilisation

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute au 01/01/2020	894	4 755	19 961	714	26 324
Acquisitions	102	19	504	143	768
Cessions	-	-6	-884	-174	-1 064
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-
Valeur brute au 31/12/2020	996	4 769	19 581	683	26 029
Acquisitions	635	301	-	138	1 074
Cessions	-894	-202	-161	-102	-1 359
Effets de périmètre et reclassement	-	-389	-1 021	-58	-1 468
Valeur brute au 30/06/2021	738	4 478	18 399	661	24 276

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Amortissements au 31/12/2019	-805	-2 850	-14 113	-359	-18 128
Amortissements de la période	-61	-437	-1 823	-172	-2 493
Cessions	-	-	812	167	985
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-
Amortissements au 31/12/2020	-866	-3 282	-15 124	-364	-19 636
Amortissements de la période	-35	-204	-709	-68	-1 016
Cessions	894	202	161	96	1 353
Effets de périmètre et reclassement	-	234	1 101	46	1 381
Amortissements au 30/06/2021	-7	-3 050	-14 572	-289	-17 918

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur nette au 31/12/2019	89	1 905	5 848	354	8 196
Valeur nette au 31/12/2020	130	1 486	4 457	319	6 392
Valeur nette au 30/06/2021	731	1 428	3 827	372	6 358

Immobilisations corporelles

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et out.	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 01/01/2020	6 329	15 892	80 582	4 558	3 237	110 597
Acquisitions	3	103	1 149	1 158	1 577	3 990
Cessions	-	-4	-794	-223	-	-1 021
Effets de périmètre et reclassement	-	2	911	21	-934	-
Valeur brute au 31/12/2020	6 331	15 995	81 695	5 693	3 887	113 602
Acquisitions	51	198	970	363	1 030	2 612
Cessions	-130	-1 426	-488	-174	-	-2 218
Effets de périmètre et reclassement	223	772	63	17	-560	515
Valeur brute au 30/06/2021	6 475	15 540	82 239	5 900	4 357	114 511

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et out.	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Amortissements au 31/12/2019	-462	-10 548	-53 686	-2 354	-	-67 050
Amortissements de la période	-28	-798	-4 879	-654	-	-6 359
Cessions	-	4	772	166	-	938
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-7	-	-7
Amortissements au 31/12/2020	-490	-11 342	-57 794	-2 849	-	-72 478
Amortissements de la période	-18	-387	-1 715	-372	-	-2 492
Cessions	-	801	400	124	-	1 325
Effets de périmètre et reclassement	-8	8	486	296	-	782
Amortissements au 30/06/2021	-516	-10 921	-58 622	-2 803	-	-72 863

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et out.	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette au 31/12/2019	5 867	5 343	26 896	2 204	3 237	43 547
Valeur nette au 31/12/2020	5 841	4 653	23 901	2 844	3 887	41 125
Valeur nette au 30/06/2021	5 959	4 619	23 617	3 097	4 357	41 649

Note 3 : Actifs financiers non courants

Titres de participation non consolidés

En K€	Au 31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Dotations	Reprises	Au 30/06/2021
Divers	73	-	-73	-	-	-
Total titres de participation non consolidés	73	-	-73	-	-	-

Autres actifs financiers

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Dépôts et cautionnements versés	1 078	1 071	1 117
Autres créances immobilisées	282	283	283
Total autres actifs financiers	1 358	1 354	1 400

Note 4 : Stocks

En K€	30/06/2020	31/12/2020 Information Proforma	31/12/2020 Information Publiée	30/06/2021
Métaux & Alliages	17 781	17 778	20 625	22 904
Produits dérivés du Pétrole	3 995	5 947	5 947	4 712
Caoutchouc & Développements	1 491	1 353	1 353	1 472
Chimie Pharma		2 848	-	2 933
Total valeurs brutes	23 267	27 925	27 925	32 021

En K€	31/12/2020	31/12/2020 Proforma	Dotations	Reprises	30/06/2021
Métaux & Alliages	-348	-80	-6	-	-86
Produits dérivés du Pétrole	-188	-188	-	56	-132
Caoutchouc & Développements	-	-	-	-	-
Chimie Pharma	-	-268	-	-	-268
Total dépréciations	-536	-536	-6	56	-486

En K€	30/06/2020	31/12/2020 Information Proforma	31/12/2020 Information Publiée	30/06/2021
Métaux & Alliages	17 441	17 698	20 277	22 818
Produits dérivés du Pétrole	3 937	5 759	5 759	4 580
Caoutchouc & Développements	1 491	1 353	1 353	1 472
Chimie Pharma	-	2 580	-	2 665
Total valeurs nettes	22 869	27 389	27 389	31 535

Note 5 : Clients et autres débiteurs

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Créances clients et comptes rattachés	17 959	23 495	33 258
Etat, organismes sociaux	5 232	4 673	5 763
Créances diverses	899	2 274	2 617
Charges constatées d'avance	409	178	513
Total clients et autres débiteurs	24 499	30 620	42 152

Analyse des créances clients

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Créances clients facturées	18 534	24 071	33 637
Dépréciation des créances clients	-575	-576	-379
Créances clients nettes	17 959	23 495	33 258

Analyse des créances échues non dépréciées

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
< 30 jours	2 138	2 203	4 050
Entre 30 et 60 jours	568	615	637
Entre 60 et 90 jours	248	175	464
> 90 jours	611	435	845
Créances échues non dépréciées	3 564	3 427	5 996

Note 6 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Actions et obligations	807	1 012	1 358
OPCVM	169	169	169
Dépôts à terme	7 132	7 086	6 038
Total valeurs mobilières de placement	8 108	8 267	7 565
Disponibilités	38 375	36 072	40 048
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46 484	44 339	47 613
Concours bancaires à CT (cf. note 9)	-9	-56	-34
Trésorerie à la clôture	46 475	44 283	47 578

Note 7 : Provisions pour risques et charges

En K€	31/12/2020	Effet de périmètre et reclassement	Dotations	Reprises		30/06/2021
				Utilisations	Devenues sans objet	
Passifs non courants :						
. Risques fiscaux	24	-	-	-	-	24
. Risques opérationnels	224	-	67	-	-	292
. Risques sociaux	13	-	-	-13	-	-
. Risques divers	-	-	-	-	-	-
. Restructuration	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	262	-	67	-13	-	315
Engagements pour indemnités de fin de carrière	1 789	-	177	-80	-222	1 664
Passifs courants :						
. Risques fiscaux	-	-	-	-	-	-
. Risques opérationnels	186	2	-	-5	-	183
. Risques sociaux	10	-	-	-	-	10
. Risques divers	-	-	-	-	-	-
. Restructuration	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	196	2	-	-5	-	193

Note 8 : Dettes financières

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Passifs non courants :			
Dettes auprès des établissements bancaires	30 082	18 550	34 327
Dettes locatives	2 656	-	-
Autres emprunts et dettes assimilées	10 029	12 348	12 658
Autres dettes	3	-	-
Emprunts portant intérêts	42 771	30 899	46 985
Passifs courants :			
Dettes auprès des établissements bancaires	16 124	28 123	8 724
Dettes locatives	1 574	-	-
Autres emprunts et dettes assimilées	1	1 579	1 238
Autres dettes	10	1	-
Partie à CT des emprunts portant intérêts	17 710	29 702	9 962
Total des dettes financières	60 481	60 601	56 947

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Total des dettes financières	60 481	60 601	56 947
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 6)	-46 484	-44 339	-47 612
Endettement net	13 997	16 262	9 335

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Autres emprunts	46 198	46 617	43 017
Total des emprunts	46 198	46 617	43 017
Concours bancaires CT	9	56	34
Total dettes auprès des établissements bancaires	46 207	46 673	43 051

Note 9 : Echancier des dettes

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Part à 1 an au plus	17 710	28 125	9 962
Part exigible de 1 à 5 ans	42 771	32 476	46 985
Part exigible au-delà de 5 ans	-	-	-
Total dettes	60 481	60 601	56 947

Note 10 : Fournisseurs et autres créiteurs

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Fournisseurs et comptes rattachés	16 948	21 646	24 989
Etat et organismes sociaux	8 878	9 003	13 494
Dettes diverses	7 820	11 200	17 361
Comptes de régularisation passifs	358	364	396
Total fournisseurs et autres créiteurs	34 003	42 212	56 241

Note 11 : Variation du besoin en fonds de roulement

En K€	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Stocks	1 815	-2 704	-4 546
Créances clients et comptes rattachés	5 041	-477	-10 279
Fournisseurs et comptes rattachés	-636	3 968	3 618
Autres actifs courants	-122	-1 738	-2 476
Autres passifs courants	243	3 666	9 980
Total	6 341	2 714	-3 703

5. Notes au compte de résultat consolidé

Note 12 : Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre d'actions auto-détenues.

Le résultat dilué par action prend en compte le nombre moyen pondéré d'actions qui auraient été en circulation dans l'hypothèse d'une conversion en actions de tous les instruments potentiellement dilutifs. Par ailleurs, le résultat est corrigé le cas échéant des variations de produits et charges résultant de la conversion en actions des instruments potentiellement dilutifs. En cas d'effet anti-dilutif, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

Les tableaux ci-après indiquent le rapprochement entre le résultat par action avant dilution et le résultat dilué par action :

Résultat par action des activités poursuivies

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 31/12/2019	-1 149	9 317 250	-0,15 €
Résultat avant dilution au 30/06/2020	-2 104	9 361 467	-0,22 €
Paiements fondés sur des actions	124	35 300	-
Résultat net dilué au 30/06/2020	-1 980	9 396 767	-0,22 €
Résultat net dilué au 31/12/2020	-4 354	9 410 614	-0,47 €
Résultat avant dilution au 30/06/2021	4 406	9 374 669	0,47 €
Paiements fondés sur des actions	82	20 900	-
Résultat net dilué au 30/06/2021	4 488	9 395 569	0,48 €

Note 13 : Information sectorielle

Informations par segment opérationnel

En K€	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Pôle Chimie Pharma	Autres	Total au 30/06/2020
Chiffre d'affaires	46 221	21 342	5 965	-	-	73 528
Actifs non courants	32 596	24 291	4 990		1 896	63 773

En K€ Information proforma	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Pôle Chimie Pharma	Autres	Total au 31/12/2020
Chiffre d'affaires	81 240	39 989	11 693	11 523	17	144 462
Actifs non courants	20 107	24 283	5 188	5 578	8 285	63 441

En K€ Information publiée	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Pôle Chimie Pharma	Autres	Total au 31/12/2020
Chiffre d'affaires	92 763	39 953	11 746	-	-	144 462
Actifs non courants	31 477	23 370	5 351	-	3 245	63 441

En K€	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Pôle Chimie Pharma	Autres	Total au 30/06/2021
Chiffre d'affaires	66 282	27 783	7 826	8 881	117	110 889
Actifs non courants	19 402	23 757	5 134	6 409	7 756	62 458

Informations par nationalité des sociétés

En K€	France	Europe	Total au 30/06/2020
Chiffre d'affaires	75 446	8 083	73 528
Actifs non courants	52 301	11 471	63 773

En K€	France	Europe	Total au 31/12/2020
Chiffre d'affaires	129 400	15 062	144 462
Actifs non courants	51 584	11 857	63 441

En K€	France	Europe	Total au 30/06/2021
Chiffre d'affaires	102 378	8 511	110 889
Actifs non courants	50 756	11 702	62 458

6. Liste des sociétés consolidées au 30/06/2021

Sociétés françaises		
		Société mère
AUREA	Paris 8 ^{ème}	
AUREA DEVELOPPEMENT	Paris 8 ^{ème}	100%
AUREA INVESTIMMO	Paris 8 ^{ème}	100%
BORITIS	Paris 8 ^{ème}	100%
COMPAGNIE FRANCAISE ECO HUILE	Lillebonne	100%
CHAUFFAGE ENERGIES (*)	Crépy	100%
DE BEC ENTREPRISES	Crépy	100%
EPR	Lillebonne	100%
HG INDUSTRIES	Voivres - lès - Le Mans	100%
M LEGO	Boëssé le Sec	100%
META REGENERATION	Château Arnoux St Auban	100%
PLASTINEO	Poligny	60%
POUDMET	Bailleval	100%
RAMASS'OIL	Mormant	100%
REGAL	Compiègne	100%
ROLL-GOM	Tilloy les Mofflaines	100%
RULO FRANCE	Paris 8 ^{ème}	100%
SARGON	Paris 8 ^{ème}	100%
TDA VALORISATION (*)	Lillebonne	69%
TREZ FRANCE	Aiguebelle	100%
SCI IMMOBILIERE DES MOFFLAINES	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE DE COMPIEGNE	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE ALBRECHT 8	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE PERIGNAT	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE PERIGNAT 2	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE PERIGNAT 3	Paris 8 ^{ème}	100%
Sociétés étrangères		
Belgique		
AIP	Bruxelles	100%
RULO SA	Herinnes-lez-Pecq	100%
FLAUREA CHEMICALS	Ath	100%
IMMOBILIERE DE BLACHOU	Ath	100%
BAGNOUFFE	Ath	100%
Allemagne		
BHS KUNSTSTOFF AUFBEREITUNGS GMBH	Blieskastel Bockweiler	100%

(*) Société nouvellement consolidée sur le semestre

Comptes consolidés au 30/06/2021

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUREA SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, le 28 septembre 2021
Les commissaires aux comptes

Cabinet CFG AUDIT
Sébastien INDUNI



Cabinet Gilles HUBERT
Guilhem PRINCÉ

